



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

### Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

## Conseil de Communauté du 28 mars 2024

## Délibération n°DCC2024\_052

<b>Objet</b>	<b>Sollicitation du Fonds vert 2024 pour l'extension du service Ti Vélo sur les communes péri-urbaines de l'agglomération landerneenne.</b>
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Subventions

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

### EXPOSÉ DES MOTIFS

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas exerce la compétence Mobilité depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021. A ce titre, elle propose plusieurs services aux usagers dont le service de location de vélos à assistance électrique en libre-service : Ti Vélo.

Ce service a été initié par la Ville de Landerneau et transféré à la Communauté à l'occasion du transfert de compétence Mobilité.

Le service Ti Vélo a, jusqu'à présent, été développé dans le périmètre urbain de l'agglomération de Landerneau, ville-centre du Pays de Landerneau-Daoulas. Le modèle de service a été conçu pour favoriser l'usage du vélo sur le territoire en permettant une accessibilité 24H/24 et 7j/7 ainsi que la gratuité des 20 premières minutes.

Le service a connu une phase d'extension en septembre 2022 en étant doté de 60 VAE après le passage de 7 à 11 bornes pour proposer un maillage plus en adéquation avec les déplacements de proximité au sein de la Ville-centre.

Un partenariat a également été imaginé avec les acteurs économiques sur l'implantation de nouvelles stations sur leurs sites accessibles dans les mêmes conditions que l'ensemble du réseau public (stations connectées entre elles).

Dans les zones à dominante rurale proches des aménités offertes par la ville-centre de Landerneau, la Communauté s'intéresse aux atouts du VAE pour mieux relier les communes entre elles.

Ainsi, la Communauté va solliciter le Fonds vert sur la mesure « Développement des mobilités durables en zones rurales » mesure issue du Plan France Ruralités pour financer l'extension du service de VAE en libre-service existant déjà sur Landerneau aux communes à dominante rurale de sa périphérie immédiate afin d'inciter le rabattement vers les services de centralité de Landerneau à vélo depuis ces communes.

Il s'agit, pour la Communauté, de prendre en compte le potentiel de report modal cyclable sur les déplacements du quotidien en offrant une alternative à la voiture. La moitié des déplacements du quotidien font moins de 5km sur ces territoires peu denses : distance idéale à vélo encore davantage en VAE qui aplanit les reliefs et raccourcit les distances ; pourtant le vélo ne représente que 0.7% de la part modale des déplacements sur le pays de Landerneau-Daoulas.

Le territoire possède donc un potentiel en matière de développement de la pratique cyclable d'autant que la majorité des déplacements du quotidien (63%) sont internes à la CAPLD.

La localisation de stations Ti Vélo existantes à proximité des services de centralité permet d'offrir un maillage solide à même de permettre le déploiement de nouvelles stations en dehors du périmètre de la ville de Landerneau.

La souplesse du service ainsi que le vélo comme mode de transport sont également

particulièrement adaptés aux caractéristiques de ces communes (habitat dispersé) situés en dehors de l'enveloppe urbaine de Landerneau, ou la mise en œuvre d'un service de bus régulier semble plus complexe.

Le service Ti vélo est donc une alternative en matière d'offre de mobilité durable sur ces communes de Plouédern, Pencran, La Forest-Landerneau. Une seconde phase de déploiement, qu'intègre d'ores et déjà le projet d'extension du service présenté au Fonds vert, est envisagée sur 2025 sur d'autres communes rurales de la périphérie de Landerneau ou de nouveaux sites sur les communes déjà concernées par la première phase.

Le projet d'extension vise les objectifs suivants :

- Augmenter la part modale du vélo dans les déplacements courts du quotidien sur l'agglomération landernéenne afin de réduire les GES et la congestion automobile,
- Favoriser l'accès aux services de centralité de la ville de Landerneau depuis les communes péri-urbaines,
- Offrir une solution de mobilité durable accessible pour les communes dépourvues de service de mobilité réguliers ou en complément d'offres existantes,
- Autonomiser les jeunes dans leurs déplacements y compris en milieu plus rural en réduisant leur dépendance à la voiture parentale par l'incitation à la pratique du vélo.

L'extension du service Ti Vélo permet d'une part de doter certaines communes aujourd'hui dépourvues d'offre de mobilité régulière et d'autre part de renforcer l'offre de mobilité en intermodalité avec les services existants sur d'autres communes.

La localisation des nouvelles stations qui sera définie par l'étude de faisabilité tiendra compte des infrastructures cyclables existantes et ou en cours d'aménagement.

Pour pouvoir être mené à bien ce projet s'appuie sur le principe de répartition des compétences mobilité et voirie entre les communes et l'EPCI.

Les communes auront à leur charge le coût d'acquisition des stations et devront assurer les aménagements nécessaires à l'implantation de la borne (mise à niveau terrain, raccordement Enedis, ...).

La Communauté aura à sa charge la coordination du projet et les coûts relatifs à l'acquisition des vélos, au frais de gestion du service, à la maintenance technique des vélos ainsi que les frais de communication et d'animation.

En tant qu'AOM, la Communauté sollicite le Fonds vert sur le montant global prévisionnel du projet qui s'élève à 211 225 €HT comprenant le déploiement de 5 nouvelles stations réunissant les coûts assurés par domaine de compétence. Dans le cadre de conventions qui régleront les modalités financières, la Communauté reversera aux communes la quote-part de subvention au regard des dépenses qu'elles auront réalisées pour le déploiement du projet.

## **DÉLIBÉRATION**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la possibilité de solliciter le Fonds vert 2024 et en particulier la mesure « développement des mobilités durables en zones rurales » issue du Plan France Ruralités pour financer l'extension du service Ti Vélo,

Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 11 mars 2024

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 20 février 2024

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : approuve le projet d'extension du service Ti Vélo d'un coût prévisionnel de**

**211 225€ HT comprenant le déploiement de 5 stations sur les communes périurbaines de Landerneau,**

**Article 2 : autorise le président à solliciter le Fonds vert à hauteur de 50% du montant global prévisionnel de l'opération sur la mesure « développement des mobilités durables en zones rurales » pour accompagner le financement du déploiement du service Ti vélo,**

**Article 3 : autorise le président à passer des conventions avec les communes partenaires pour arrêter les modalités de prise en charge de l'aménagement des stations (infrastructure, réseau, voirie) et la répartition des subventions obtenues en fonction de la quote-part des dépenses supportées par chaque collectivité.**